

## Quelle belle journée d'expressions, de convergences revendicatives ce 3 mai ! De l'avis des participant-e-s : un moment à refaire et amplifier...

Après le 1<sup>er</sup> mai qui a rassemblé plus de 1000 manifestants dans notre département, ce 3



mai ce sont 150 salariés de la métallurgie, des hospitaliers, des postiers et télécommunicants, de l'énergie, de la santé, du médico-social, des retraités, de l'éducation, des territoriaux... qui sont venus échanger avec les agents des finances publiques en grève (appel CGT, CFDT, Solidaires)



Christian pour les cheminots

pour s'opposer aux suppressions d'emplois, aux privatisations et exiger les moyens indispensables pour exercer leur mission, répondre aux besoins des usagers sur tout le territoire, et avec les cheminots à leur 13<sup>ème</sup> jour de grève pour exiger un service public du ferroviaire.



Christine pour les finances publiques



Loïc de la Fapt confirmait les dangers de la réforme du ferroviaire voulue par Macron, en montrant où a conduit la réforme Quilès avec l'éclatement des PTT en 2 entreprises : la Poste et France Télécom, au processus de privatisation et l'ouverture au marché financier en 1996, la mise en concurrence.....avec la suppression de plus de 100 000 emplois, la dégradation des conditions de travail allant jusqu'à conduire nombre de salariés au suicide, le transfert sur les collectivités donc les contribuables pour les investissements, la dégradation du service rendu aux usagers, devenus clients mais ... pour les actionnaires, plus de 100 milliards d'euros... confirmant ainsi la justesse de la lutte des cheminots, la qualifiant de lutte pour l'intérêt général.....

Sa collègue Nathalie, effets concrets de la les tournées qui 600 voir 800 avec les les nouvelles engendrent de la rémunérées, la



jeune syndiquée, factrice, a montré les réformes sur son travail avec par exemple s'allongent passant de 300 « clients » à conséquences pour les usagers, comment organisations qualifiées d'innovantes souffrance au travail, les heures sup non perte de 700 emplois dans la Nièvre....



Hervé d'Engie dénonçait la remise en cause du service public de l'électricité et du gaz, les conséquences pour les usagers de la dérèglementation du secteur de l'énergie..... et rappelait que pour la CGT l'énergie doit redevenir un bien collectif d'intérêt général et de service public....

Mireille, pour les retraités, rappelait la détermination des retraités, dans l'unité

syndicale, à obtenir une loi de finance rectificative qui annule la CSG pour les retraités et d'autre part une augmentation des pensions.



Elle passait la Parole à Charlotte, jeune syndiquée, en action avec ses collègues des EHPAD pour obtenir les moyens de prendre en charge correctement les personnes en perte d'autonomie, être reconnu-e-s. Elle a dénoncé la souffrance des personnels de ne pouvoir répondre correctement aux besoins des résidents...et à l'annonce de la proposition du gouvernement de mettre en place un deuxième jour de solidarité, elle opposait notre proposition

que la prise en charge de la perte d'autonomie fasse partie de l'assurance maladie...

Les camarades de la métallurgie, par la voix de Samuel, dénonçaient la volonté du patronat de la métallurgie, après la loi El Khomri et les ordonnances Macron, de remettre en cause tous les acquis sociaux au travers de la négociation de la convention collective nationale actuellement en court, refusant de reconnaître les diplômes, les qualifications, voulant imposer jusqu'à 510 heures supplémentaires, dont 360 obligatoires soit 14 semaines de travail en plus.... Ils ont décidé d'amplifier l'action, de pouvoir s'adresser à tous les métallos ...





Virginie du CHA de Nevers rappelait les dangers du projet régional de santé, notamment la menace de fermeture du centre 15 à Nevers et son transfert sur Dijon ; dangers pour les usagers mais aussi sur le recrutement de médecins...26000 signatures sur la pétition pour exiger le maintien à Nevers, un PRS rejeté par de plus en plus de monde...la nécessité de poursuivre ensemble l'action....Elle parlait aussi de la souffrance des personnels empêchés de bien faire leur travail par

manque de moyens... Et les conséquences pour les usagers...



Grégory, enseignant démontrait que contrairement à ce qu'affirmait Macron l'école primaire n'est pas la priorité, comme en témoigne les postes ouverts au concours en diminution et les fermetures excessives de classes dans notre département.... Les classes de CP, CE1 a 12 qui se mettent en place en surchargeant les autres niveaux...les effectifs par classe doivent permettre d'étudier dans de bonnes conditions.....

Il est ainsi démontré l'intérêt de pouvoir échanger entre professions pour mieux comprendre et être ainsi mieux en capacité d'échanger dans nos propres secteurs, pour à partir de l'expression des revendications de chacun, montrer l'intérêt que nous avons à agir tous ensemble pour exiger du progrès social.



Les échanges furent nombreux



Au terme de cette assemblée, les cheminots ont voté la reconduction de la grève. Et Rendez-vous est donné tous ensemble le 22 mai, journée nationale d'action unitaire dans la fonction publique, à partir des revendications de chacun et pour la défense du service public.



La journée se concluait par la célébration des 50 ans de mai 68 avec une exposition retraçant cette période de luttes dans les entreprises de la Nièvre et une brochure, réalisées par notre Institut d'Histoire Sociale Nivernais. La brochure est disponible à l'UD.

Après une introduction, des témoignages, anecdotes, interrogations animaient cet échange, riches d'enseignements, sur lequel nous reviendrons.

